

À DÉCOUVRIR

La Nation en récit

Sébastien Ledoux

Belin, mai 2021

348 pages, 23 €

Dans son dernier ouvrage consacré aux mises en récits publiques de l'histoire nationale dès les années 1970 à nos jours, Sébastien Ledoux part du principe que « *la nation reste un cadre de vie – qu'on le veuille ou non, que cela plaise ou non – social, économique, juridique, politique, et le lieu d'imaginaires, de sentiments, d'émotions qui engagent des processus variés d'identification, d'attachement, d'appartenance, d'indifférence ou de mise à distance, voire de rejet* » (p. 10). Mais, précise-t-il, « *les discours sur le passé national ne doivent pas être laissés aux mains de ceux qui en font l'usage linéaire, univoque, essentialiste ou idéologique, entraînant une confusion socialement lourde de conséquences entre nation et nationalisme* » (p. 9). Pour s'emparer de la narration du passé, l'auteur formule quelques propositions « *pour une narration inachevée des biens communs de l'histoire nationale* » (p. 284) à dimension « *expérimentale* » et « *débarrassée d'un finalisme* ».

Concrètement, il s'agit de valoriser l'histoire émancipatrice des communs, auxquels la Ligue des droits de l'Homme est sensible depuis de nombreuses années (voir le numéro 176 d'*Hommes & Libertés*⁽¹⁾, ou encore l'ouvrage *Le monde qui vient. Entre périls et promesses. 2000-2015: un état des droits*, paru la même année aux éditions La Découverte). Cela passe par la multiplication des « nous », enrichissant la *res publica* collective : des figures telles que Jean-Baptiste Belley, Jeanne Deroin, Bernard Lazare, Lucie Baud, Missak Manouchian, Evelyne Lavalette, des populations migrantes et leurs descendants, enfin, l'histoire des mouvements écologiques, l'environnement étant un des enjeux du devenir commun de l'humanité.

C'est donc un ouvrage d'un his-



torien engagé qui permet, dans une perspective historique, non seulement de comprendre nos rapports actuels à l'histoire nationale, mais aussi, dans un geste normatif, de penser ce qu'un récit national collectif et inclusif peut être.

(1) Dossier « Les communs, un nouvel universalisme? », décembre 2016 (consultable sur le site de la LDH).

E. T.

L'Obsession du mur

Damien Simonneau

Editions Peter Lang

Octobre 2020

Col. « Enjeux internationaux »

Vol. 50. 422 pages, 56,95 €

De la chute du mur de Berlin à la construction de l'Europe forteresse, nous sommes les témoins de la militarisation croissante des frontières avec la construction de plus de soixante-dix murs dans le monde (la moitié dans les années 2010). Les exemples des États-Unis et d'Israël, deux fabriques de murs aux statuts et motivations différents, permettent d'éclairer cette obsession et montrent les logiques guidant ces politiques de « *sécuritisation* »⁽¹⁾ au détriment d'autres approches plus humanitaires, plus respectueuses des droits mais aussi beaucoup moins coûteuses.

Des politiques de surveillance et de contrôle de plus en plus sophistiquées se déploient, pour le plus grand profit des industries de défense et de sécurité, tandis que des législations autorisent de plus en plus arrestations, détentions et expulsions d'individus jugés « *indésirables* », lesquelles entraînent à leur tour des techniques de contournement de plus en plus mortifères mais aussi totalement contreproductives au regard tant des trafiquants que de l'immigration clandestine.

Cet emmurement frontalier devient une constante, quels que soient les régimes en place et la réalité de l'évolution des

mouvements de population. Ce serait l'instrument efficace de protection des populations face à l'augmentation de « *risques* », alors que cela les enferme dans un entre-soi communautaire, opère un tri entre les individus en fonction de leur pays d'origine et met à distance l'autre, pensé comme dangereux. L'auteur parle d'une théâtralité politique destinée à marquer des points contre les adversaires politiques, poussant toujours plus loin les agendas sécuritaires, électoralistes et xénophobes, sans que l'efficacité des politiques conduites n'ait jamais été démontrée.

Partant d'un travail d'enquête minutieux dans les deux territoires, en immersion auprès de très nombreux acteurs « *pro-barrières* » appartenant à des catégories sociales très différentes, D. Simonneau en analyse les méthodes, les jeux d'influence, les actions, le vocabulaire et même le militantisme, pour mettre à nu le sens politique et la modélisation de cette militarisation des frontières. Il montre en quoi les politiques européennes se sont construites autour des mêmes enjeux sécuritaires et identitaires, en reprenant les mêmes logiques de militarisation des frontières et des mobilités.

En conclusion, l'auteur propose de « *combattre l'obsession du mur* » en menant « *une bataille auprès des opinions publiques emmurées* », en défendant un droit à la mobilité respectueux des droits individuels des personnes en migration sous le signe non de la barrière, mais de l'hospitalité.

Un livre à lire absolument par toutes celles et ceux qui s'intéressent à ces questions.

(1) D'après le mot créé par l'auteur qui mêle sécurité et militarisation.

Marie-Christine Vergiat,
vice-présidente de la LDH